

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les élèves des centres de formation d'éducateurs sportifs sont recrutés par voie de concours.

Art. 2. — Le ministre de la jeunesse et des sports fixe chaque année les spécialités sportives ouvertes dans les centres de formation d'éducateurs sportifs ainsi que le nombre de places ouvertes dans chacune d'elles.

Art. 3. — Pour être admis à se présenter aux épreuves du concours, les candidats doivent être citoyens français, être âgés de vingt-cinq ans au moins et de quarante ans au plus au 31 décembre de l'année du concours, avoir rempli leurs obligations militaires et n'avoir jamais été condamnés soit à une peine d'emprisonnement sans sursis soit à une peine plus grave pour crime ou attentat aux mœurs prévues aux articles 330, 331, 332, 333, 334 et 334 bis du code pénal, soit à une peine d'emprisonnement sans sursis supérieure à quinze jours pour vol, coups et blessures.

Art. 4. — Sont, en outre, seuls autorisés à faire acte de candidature :

1° Les professeurs, chargés d'enseignement, professeurs adjoints ou maîtres d'éducation physique et sportive titulaires ayant accompli au moins deux ans d'enseignement (secteur scolaire ou non scolaire).

2° Les agents contractuels ou maîtres auxiliaires d'éducation physique et sportive ayant accompli en cette qualité, et dans les services du ministère de la jeunesse et des sports, six ans d'enseignement (secteur scolaire ou non scolaire).

3° Les titulaires du brevet d'Etat d'éducation physique et sportive ayant exercé des fonctions d'éducateur sportif pendant six années au moins.

4° Les personnes pouvant justifier d'un titre de champion de France (sport individuel) ou d'international (trois sélections dans un sport individuel, cinq sélections dans un sport collectif) ayant exercé régulièrement pendant deux saisons au moins les fonctions d'entraîneur ou d'officiel (juge, arbitre, etc.) dans le sport considéré, et possédant :

Soit la première partie du baccalauréat ;

Soit la première partie du diplôme de maître d'éducation physique et sportive, soit le certificat d'études primaires et le brevet d'Etat d'aide-moniteur d'éducation physique et sportive.

Les titres de champion de France et d'international visés ci-dessus sont, à l'exclusion de tous autres, ceux attribués par les fédérations sportives dirigeantes, c'est-à-dire celles qui bénéficient de la délégation de pouvoirs prévue par l'ordonnance du 18 août 1945.

5° Les personnes ayant exercé régulièrement pendant trois saisons au moins des fonctions d'entraîneur, de moniteur ou d'officiel (juge, arbitre, etc.) dans le sport considéré, et possédant :

Soit la première partie du baccalauréat ;

Soit la première partie du diplôme de maître d'éducation physique et sportive ;

Soit le certificat d'études primaires et le brevet d'Etat d'aide-moniteur d'éducation physique et sportive.

Art. 5. — Les candidats au concours doivent adresser au chef du service départemental de la jeunesse et des sports du département où ils sont domiciliés :

Une demande d'inscription sur papier libre, mentionnant la spécialité choisie ;

Un bulletin n° 3 du casier judiciaire datant de moins de trois ans ;

Une copie du livret militaire ;

Un certificat médical, datant de moins de trois mois, établissant l'aptitude physique à l'enseignement sportif ;

Un certificat d'un médecin ophtalmologiste, datant de moins de trois mois, faisant apparaître l'acuité visuelle œil droit et œil gauche sans correction et, éventuellement, avec correction ;

Un certificat d'un médecin oto-rhino-laryngologiste, datant de moins de trois mois, établissant l'acuité auditive ;

Les pièces et attestations établissant que le candidat se trouve dans l'une des catégories prévues par l'article 3 du présent arrêté.

Art. 6. — Le jury chargé d'examiner les candidats au concours comprend :

Président.

Le directeur des sports ou son représentant.

Membres.

Le directeur de l'institut national des sports ou son représentant.
Deux représentants de l'inspection de la jeunesse et des sports.
Un administrateur civil ou un agent supérieur du ministère de la jeunesse et des sports.

Des membres du corps enseignant de l'institut national des sports ou de l'école supérieure d'éducation physique et sportive : leur nombre sera fonction du nombre de candidats et des spécialités choisies par ceux-ci.

Art. 7. — Les sujets des épreuves du concours sont choisis, sur proposition du président du jury, par le ministre de la jeunesse et des sports.

Art. 8. — Le concours prévu à l'article 1^{er} comporte des épreuves écrites, des épreuves pédagogiques et de démonstration et des épreuves orales.

A. — Epreuves écrites.

- 1° Epreuve de culture et de formation générale (coefficient 1).
- 2° Epreuve de connaissance sportive (coefficient 2).

B. — Epreuves de pédagogie et de démonstration.

1° Organisation et présentation d'une séance d'entraînement (coefficient 3).

2° Epreuve technique et démonstration (coefficient 2).

Toute note inférieure ou égale à 10 sur 20 dans cette épreuve est éliminatoire.

C. — Epreuves orales.

1° Technique sportive (coefficient 1).

2° Devoirs et droits du sportif (coefficient 1).

3° Histoire du sport considéré (coefficient 1).

4° Le ministère de la jeunesse et des sports et son organisation. Les fédérations sportives et leur organisation (coefficient 1).

5° Entretien avec le jury sur des thèmes relatifs au sport (coefficient 1).

Art. 9. — Les épreuves définies à l'article ci-dessus sont cotées de 0 à 20. Pour être déclaré admis, tout candidat doit avoir obtenu au moins 130 points et n'avoir aucune note éliminatoire.

Art. 10. — La liste des candidats reçus au concours est arrêtée par le ministre de la jeunesse et des sports, sur proposition du jury.

Art. 11. — Le présent arrêté annule et remplace les arrêtés des 10 juin 1963 et 18 mars 1964.

Art. 12. — Le directeur des sports est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 mai 1966.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des sports,
MARCEAU CRESPIN.

Création des brevets d'Etat d'initiateur, de moniteur, d'entraîneur et d'entraîneur instructeur de football.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu le décret n° 66-64 du 21 janvier 1966 fixant les attributions du ministre de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 2 février 1966 donnant délégation de signature au directeur des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — Les brevets d'Etat d'initiateur de football, de moniteur de football, d'entraîneur de football et d'entraîneur instructeur de football, créés par le présent arrêté, autorisent leurs titulaires à enseigner le football contre rémunération, dans les conditions précisées à l'article 2 ci-après.

Art. 2. — Le brevet d'Etat d'initiateur de football autorise ses titulaires à enseigner le football aux jeunes : pupilles, minimes et cadets.

Le brevet d'Etat de moniteur de football autorise ses titulaires à enseigner le football à tous joueurs, juniors et seniors compris. Toutefois, l'action des titulaires de ce brevet ne peut s'exercer dans les clubs et associations participant aux championnats de division supérieure des ligues régionales ou au championnat de France amateur.

Le brevet d'Etat d'entraîneur de football donne droit à ses titulaires de dispenser leur enseignement dans les clubs et associations visés au paragraphe précédent.

Le brevet d'Etat d'entraîneur instructeur de football autorise ses titulaires à diriger l'entraînement non seulement des joueurs amateurs de haut niveau mais aussi des joueurs professionnels.

En outre, les titulaires de ce brevet peuvent seuls participer à l'encadrement des stages de formation et de perfectionnement réservés aux entraîneurs de football.

Art. 3. — Délégation provisoire est accordée à la fédération française de football, dans les conditions prévues par l'article 1^{er} 2°, a) de la loi du 6 août 1963 et par l'article 3 de l'arrêté du 30 juillet 1965, pour délivrer, sous le contrôle du ministre de la jeunesse et des sports, les brevets d'Etat faisant l'objet du présent arrêté.

Art. 4. — Pour être admis à se présenter aux épreuves de ces brevets d'Etat, les candidats doivent :

1° Pour le brevet d'Etat d'initiateur de football, être âgés de vingt et un ans révolus au 1^{er} janvier de l'année de l'examen.

2° Pour le brevet d'Etat de moniteur de football, être titulaires du brevet d'Etat d'initiateur de football et être âgés de vingt-sept ans révolus au 1^{er} janvier de l'année de l'examen. Cette limite d'âge pourra être ramenée à vingt-quatre ans par le ministre de la jeunesse et des sports en faveur des membres du corps enseignant qui en feront la demande pour dispenser leur enseignement dans les seules associations sportives scolaires et universitaires.

3° Pour le brevet d'Etat d'entraîneur de football, avoir obtenu le brevet d'Etat de moniteur de football avec une moyenne de 12 sur 20 et être âgés de trente ans révolus au 1^{er} janvier de l'année de l'examen.

4° Pour le brevet d'Etat d'entraîneur instructeur de football, avoir obtenu le brevet d'Etat d'entraîneur de football, depuis au moins un an, avec une moyenne de 14 sur 20.

Art. 5. — Pour faire acte de candidature à l'un de ces brevets d'Etat, les intéressés doivent faire parvenir à la fédération française de football, sous couvert du président de la ligue régionale dont ils relèvent, au moins deux mois avant la date de l'examen, un dossier comprenant :

Une demande d'inscription sur papier libre, comportant l'engagement de suivre un stage préalable ;

Une fiche d'état civil ;

Un extrait de casier judiciaire (bulletin n° 3) datant de moins de trois mois ;

Une copie certifiée conforme ou une photocopie des brevets exigés par les dispositions de l'article 4 du présent arrêté ;

Un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement du football datant de moins de trois mois ;

Deux photos d'identité.

Art. 6. — Les jurys chargés d'examiner les candidats aux brevets d'Etat définis à l'article 1^{er} du présent arrêté sont nommés par le ministre de la jeunesse et des sports. Ils sont constitués ainsi qu'il suit :

1° En ce qui concerne les brevets d'Etat d'initiateur et de moniteur de football :

Le chef du service académique de la jeunesse et des sports ou son représentant, président ;

Le président de la ligue régionale de football ou son représentant ;

Le directeur de l'établissement national ou régional de la jeunesse et des sports dans lequel doit se dérouler le stage préparatoire ou un membre du corps de l'inspection de la jeunesse et des sports ;

Le président de la commission technique de la ligue régionale de football ou son représentant ;

L'entraîneur instructeur chargé de la direction technique du stage préparatoire, assisté d'un entraîneur par groupe de douze candidats ;

Un professeur d'éducation physique et des sports ou un maître d'éducation physique et des sports, autant que possible titulaire du brevet d'Etat d'entraîneur de football ;

Un médecin ;

Un arbitre proposé par la Fédération française de football.

2° En ce qui concerne les brevets d'Etat d'entraîneur de football et d'entraîneur instructeur de football :

Le ministre de la jeunesse et des sports ou son représentant, président ;

Le directeur des sports ou son représentant ;

Le président de la Fédération française de football ou son représentant ;

Le directeur de l'institut national des sports ou son représentant ;

Le président de la commission technique fédérale ou son représentant ;

L'instructeur national ou son représentant, qui devra être titulaire du brevet d'Etat d'entraîneur instructeur, chargé de la direction technique du stage préparatoire, assisté d'un entraîneur instructeur par groupe de douze candidats ;

Un professeur d'éducation physique et des sports ou un maître d'éducation physique et des sports, titulaire du brevet d'Etat d'entraîneur de football ;

Un médecin ;

Un arbitre de football proposé par la Fédération française de football.

Art. 7. — Les épreuves des brevets d'Etat faisant l'objet du présent arrêté comportent des épreuves écrites, des épreuves techniques, des épreuves tactiques, des épreuves pédagogiques et des épreuves d'éducation physique et sportive.

Toutes ces épreuves sont notées sur 20. A ces notes, qui sont affectées de coefficients divers, s'ajoutent, pour les brevets d'Etat d'initiateur, de moniteur et d'entraîneur de football, des notes générales de stage ou de carrière, elles aussi évaluées sur 20 et affectées de coefficients.

Toute note, quelle qu'elle soit, inférieure à 5 est éliminatoire.

La répartition des épreuves et des coefficients est établie ainsi qu'il suit :

1° Le brevet d'Etat d'initiateur de football comporte :

a) Deux épreuves écrites :

La première consiste en une rédaction sur un sujet pouvant permettre aux candidats de faire preuve de leurs connaissances sportives (durée : 2 heures ; coefficient 1) ;

La seconde consiste à répondre à des questions précises relatives aux lois du jeu et à l'organisation du football (durée : 1 heure ; coefficient 1).

b) Une épreuve technique (coefficient 3).

c) Une épreuve pédagogique (coefficient 3).

d) Une épreuve d'éducation physique et sportive (coefficient 1).

Pour déterminer le nombre total de points obtenus par chaque candidat, une note générale de stage entre 0 et 20 (coefficient 1) est ajoutée à la somme des points réunis pour les cinq épreuves ci-dessus définies, en tenant compte des coefficients prévus pour chacune d'elles.

Pour pouvoir prétendre au brevet d'Etat d'initiateur de football, les candidats doivent avoir obtenu au moins 100 points, correspondant à une moyenne générale de 10 sur 20.

2° Le brevet d'Etat de moniteur de football comporte :

a) Trois épreuves écrites :

La première consiste en une rédaction portant sur un sujet relatif au sport (durée : 2 heures ; coefficient 2) ;

La seconde porte sur une question simple de secourisme (durée : 1 heure ; coefficient 1) ;

La troisième consiste à répondre à une ou plusieurs questions se rapportant aux lois du jeu et à l'organisation du football (durée : 1 heure ; coefficient 2).

b) Une épreuve technique (coefficient 5).

c) Une épreuve tactique et pédagogique (coefficient 5).

d) Une épreuve d'éducation physique et sportive comportant une démonstration (coefficient 3).

Pour déterminer le nombre total de points obtenus par chaque candidat, une note générale de stage entre 0 et 20, affectée du coefficient 2, est ajoutée à la somme des points réunis pour les six épreuves ci-dessus définies, en tenant compte des coefficients prévus pour chacune d'elles.

Pour pouvoir prétendre au brevet d'Etat de moniteur de football, les candidats doivent avoir obtenu au moins 200 points, correspondant à une moyenne générale de 10 sur 20.

3° Le brevet d'Etat d'entraîneur de football comporte :

a) Trois épreuves écrites :

La première consiste en une composition ayant pour objet de révéler les connaissances sportives des candidats et leur aptitude à les exposer (durée : 3 heures ; coefficient 2) ;

La seconde porte sur un sujet de médecine sportive (durée : 2 heures ; coefficient 1) ;

La troisième consiste à traiter une question se rapportant aux lois du jeu et à l'organisation du football (durée : 1 heure ; coefficient 2).

b) Une démonstration technique (coefficient 6).

c) Une épreuve tactique et pédagogique (coefficient 4).

d) Une épreuve pratique se rapportant à des problèmes d'entraînement (coefficient 2).

e) Une épreuve pratique de travail dans le groupe (coefficient 3).

f) Une épreuve d'éducation physique et sportive (coefficient 4).

Pour déterminer le nombre total de points obtenus par chaque candidat, une note de carrière entre 0 et 20, affectée du coefficient 2, et une note générale de stage entre 0 et 20, affectée du coefficient 4, sont ajoutées à la somme des points réunis pour les huit épreuves définies ci-dessus, en tenant compte des coefficients prévus pour chacune d'elles.

Pour pouvoir prétendre au brevet d'Etat d'entraîneur de football, les candidats doivent avoir obtenu au moins 360 points, correspondant à une moyenne générale de 12 sur 20.

4° Le brevet d'Etat d'entraîneur instructeur de football comporte :

a) Une épreuve écrite, qui consiste en une composition ayant pour objet de révéler l'étendue des connaissances des candidats en matière de sport en général et de football en particulier et leur aptitude à les exposer (durée : 3 heures ; coefficient 5).

b) Une épreuve technique comportant un exposé suivi d'une démonstration ayant trait à la formation des cadres (coefficient 5).

c) Une épreuve pédagogique comprenant l'organisation et la présentation d'une séance de perfectionnement de cadres (coefficient 5).

d) Une épreuve tactique tendant à mettre en lumière la connaissance du jeu des candidats (coefficient 5).

Pour pouvoir prétendre au brevet d'Etat d'entraîneur instructeur de football, les candidats doivent avoir obtenu 280 points correspondant à une moyenne générale de 14 sur 20 pour l'ensemble des quatre épreuves ci-dessus définies.

Art. 8. — Sur proposition des jurys, le ministre de la jeunesse et des sports arrête les listes des candidats définitivement admis.

Art. 9. — Les programmes des matières faisant l'objet des épreuves définies à l'article 7 ci-dessus sont publiés en annexe du présent arrêté (1).

Art. 10. — Les titulaires de diplômes délivrés par la fédération française de football pourront demander la reconnaissance de ces diplômes par équivalence de titres, dans les conditions fixées par les dispositions de l'article 6 de la loi du 6 août 1963.

(1) La publication des programmes des épreuves constituant l'annexe de cet arrêté sera assurée par le *Bulletin officiel de l'éducation nationale*.

Cette reconnaissance pourra leur être accordée en respectant les correspondances suivantes :

Diplômes de la F.F.F.

Brevets d'Etat.

Moniteur de football du 1 ^{er} degré.	Initiateur de football.
Moniteur de football du 2 ^e degré.	Moniteur de football.
Entraîneur de football.	Entraîneur de football.
Entraîneur fédéral de football.	Entraîneur instructeur de football.

Par dérogation aux dispositions de l'article 10 de l'arrêté du 30 juillet 1965 susvisé, le délai de neuf mois applicable aux demandes individuelles de reconnaissance de diplômes sera calculé à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 11. — La liste des diplômes figurant au tableau B annexé à l'arrêté du 30 juillet 1965 susvisé est complétée par les brevets d'initiateur de football, de moniteur de football, d'entraîneur de football et d'entraîneur instructeur de football, créés par le présent arrêté.

Art. 12. — Le directeur des sports est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 24 mai 1966.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des sports,
MARCEAU CRESPIN.

Programmes des épreuves du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique.

Le ministre de la jeunesse et des sports,

Vu la loi n° 63-807 du 6 août 1963 réglementant la profession d'éducateur physique ou sportif et les écoles ou établissements où s'exerce cette profession ;

Vu l'arrêté du 30 juillet 1965 fixant la liste des diplômes ouvrant droit à l'exercice de la profession d'éducateur physique ou sportif ;

Vu l'arrêté du 4 octobre 1965 portant création du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique ;

Vu le décret n° 66-64 du 21 janvier 1966 fixant la liste des attributions du ministre de la jeunesse et des sports ;

Vu l'arrêté du 2 février 1966 donnant délégation de signature au directeur des sports,

Arrête :

Art. 1^{er}. — L'article 5 de l'arrêté du 4 octobre 1965 susvisé est complété ainsi qu'il suit :

« Les programmes applicables aux épreuves d'anatomie, de physiologie, de pédagogie, d'hygiène et de secourisme du brevet d'Etat d'aptitude à l'enseignement de la culture physique sont les mêmes que ceux de la maîtrise d'éducation physique et sportive (1^{re} et 2^e partie).

« En ce qui concerne toutefois la pédagogie pratique, les leçons et démonstrations demandées aux candidats ne peuvent porter que sur la gymnastique de maintien, sur la gymnastique préparatoire (assouplissements, musculation et agilité au sol) et sur les techniques des seuls sports individuels (athlétisme, gymnastique, haltérophilie...) ».

Art. 2. — Le directeur des sports est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 25 juillet 1966.

Pour le ministre et par délégation :

Le directeur des sports,
MARCEAU CRESPIN.

AVIS ET COMMUNICATIONS

Ministère des armées.

Avis de concours pour l'obtention du titre de professeur agrégé du service de santé des armées (corps de santé de l'air).

Un concours pour l'obtention du titre de professeur agrégé du service de santé des armées (corps de santé de l'air) aura lieu, en principe, à partir du 5 décembre 1966, dans la catégorie Physiologie appliquée à l'aéronautique : une place.

Les dossiers de candidature devront parvenir au ministère des armées, direction centrale du service de santé des armées, sous-direction du personnel, bureau Personnel de l'armée de l'air, pour le 15 octobre 1966.

Les textes réglementaires régissant ce concours sont rappelés dans la circulaire n° 14147/I/DCSSA/A du 2 août 1966.

Ministère de l'économie et des finances.

Avis aux importateurs.

TARIF DES PRÉLÈVEMENTS AGRICOLES RÉSULTANT DES RÈGLEMENTS ARRÊTÉS PAR LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

Modification des taux.

CEREALES ET PRODUITS CEREALIERS

Les taux des prélèvements correspondant aux coordonnées ci-après du tableau A I du tarif des prélèvements agricoles sont les suivants à compter du 12 août 1966 :

INDICES des coordonnées. ↓ →	6	7
1	179,0	184,4
2	161,4	166,8
3	107,4	112,8
4	94,2	99,6
5	74,5	79,9
6 A	(7) 150,3	(7) 155,7
6 B	150,3	155,7
7	0	0
8	157,3	162,7
9	186,6	192,0
10	0	0
11	244,3	306,0
12	244,3	306,0
13	134,2	195,9
14 A	269,5	331,2
14 B	242,4	304,1
16 A	158,5	174,9
16 B	89,3	97,5
18 E	158,5	174,9
18 F	89,3	97,5
18 O	175,2	191,6
18 P	89,3	97,5

Additif. — A compter du 12 août 1966, le taux figurant à la ligne 5, colonne 7, de l'annexe au tableau A I, publiée au *Journal officiel* du 6 août 1966, page 6863, est de 83,5.

RIZ ET PRODUITS DERIVES DU RIZ

Les taux des prélèvements correspondant aux coordonnées ci-après du tableau A II du tarif des prélèvements agricoles sont les suivants à compter du 12 août 1966 :

INDICES des coordonnées. ↓ →	4	5
1	222,2	230
2	277,7	287,5
3	0	0
4 A	356,9	375
4 B	397,1	415,2
4 C	379,9	398
4 D	425,9	444
5	4,1	12,3
6	4,1	12,3
7	41,9	125,9
INDICES DES COORDONNÉES ↓ →		1
2		(1) 325 ou 256,9

(1) Voir renvoi (1) du tableau A II.